

EDITORIALPar
**ALEXANDRA
SCHWARTZBROD****Possible**

Alors que le gouvernement français s'apprête à plancher sur une énième loi immigration, visant à resserrer un peu plus encore les conditions d'immigration dans l'Hexagone à la seule fin de satisfaire les électeurs de droite et d'extrême droite, le Premier ministre espagnol montre, lui, qu'une autre politique est possible en matière d'accueil des étrangers. Et il n'y a là rien d'angélique. Le socialiste Pedro Sánchez a simplement compris que si l'Espagne veut continuer sur sa lancée d'une croissance forte (+ 2,9 %, une des plus fortes de l'UE), il n'a d'autre choix que de faciliter les démarches pour obtenir un permis de résidence et de travail. Et légaliser un demi-million de sans-papiers à la faveur d'une «régularisation extraordinaire» qui a été approuvée du bout des lèvres par la droite du Parti populaire (seul Vox, le parti d'extrême droite, l'a rejetée). Autant de mesures qui devraient permettre, dans un pays menacé de vieillissement, de créer 1,5 million d'emplois supplémentaires d'ici à 2026. Voilà qui a de quoi faire rêver alors que le ministre de l'Intérieur, en France, est parti en croisade contre les immigrants. Bruno Retailleau, qui attend son heure depuis longtemps, s'est soudain retrouvé, à la faveur de la dissolution et d'un gouvernement composé tel un jeu de bonne nuit, à la tête d'un ministère régalié et il entend bien s'en servir comme tremplin. Quoi de mieux, dans ces conditions, que de surfer sur la peur de l'étranger répandue par une extrême droite qui représente le tiers de l'électorat en France? C'est ainsi qu'on l'a vu la semaine dernière à la frontière italienne auprès de ministres d'un gouvernement Meloni qui n'envisage rien moins que de transférer des immigrants dans des centres de rétention en Albanie. Une mesure retoquée il y a quelques jours par un tribunal de Rome car contraire à un récent arrêt de la Cour de justice de l'UE. Preuve que le sujet de l'immigration mérite mieux que des effets de manche et que l'équipe de Barnier gagnerait à écouter, à l'image du gouvernement Sánchez, ces patrons de l'hôtellerie-restauration ou du BTP qui désespèrent de trouver de la main-d'œuvre. ▶

POLITIQUE MIGRATOIRE

En Espagne, le juste rebours des choses

Par le biais d'un décret-loi attendu pour mi-novembre, Madrid entend pousser l'intégration par le travail des 6,5 millions de sans-papiers qui résident dans le pays. La droite, alignée sur le modèle anti-immigration italien, ne trouve pourtant rien à y redire, tant le besoin de main-d'œuvre est fort.

Par
FRANÇOIS MUSSEAU
Correspondant à Madrid

Le gouvernement Pedro Sánchez aime aller à rebrousse-poil. Après avoir reconnu l'Etat palestinien, multiplié les mesures sociales – de la hausse du salaire minimum à une réforme du marché du travail permettant de réduire la précarité –, il se démarque désormais sur sa vision de l'immigration. Alors que nombre d'Etats membres de l'UE s'efforcent de mettre des bâtons dans les roues aux étrangers, Madrid entend favoriser l'intégration par le travail des 6,5 millions d'étrangers présents sur son territoire. En juillet, l'exécutif de gauche avait déjà avancé l'idée d'un nouveau dispositif réglementaire afin de faciliter les démarches pour l'obtention de permis de résidence et de travail. Selon le quotidien *El País*, qui en révélait lundi le contenu essentiel, cette refonte est imminente et devrait passer en Conseil des ministres à la mi-novembre comme un décret-loi, équivalent espagnol du 49.3. Les délais pour obtenir ces permis seront plus brefs, leur durée sera plus longue et maints obstacles seront éliminés pour l'entrée des immigrés sur le marché du travail. L'homologation des diplômes obtenus dans le pays d'origine sera

également facilitée sur le plan administratif. Tout étranger en situation irrégulière pourra opter pour un permis de résidence et de travail deux ans après son arrivée en Espagne, au lieu des trois ans requis actuellement.

SUIVRE DES ÉTUDES

Ce décret-loi introduit par ailleurs la notion d'«enracinement de la deuxième chance», autrement dit la possibilité pour un demandeur ayant essuyé un refus par le passé de demander une nouvelle fois l'asile sans être lésé. Si dans plusieurs pays européens les déboutés du droit d'asile sont écartés, le nouveau règlement permettra à ces derniers de réclamer un droit de résidence après seulement six mois passés sur le territoire espagnol. Seul bémol: celui émis par le ministre de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska, qui a constaté «l'instrumentalisation du droit d'asile» de la part d'«immigrés économiques» cherchant à être régularisés par ce biais.

En outre, la réforme entend récompenser le fait de suivre des études. Seront ainsi encouragés les immigrés en situation irrégulière ayant pu suivre des cours ou une formation en Espagne. Il leur sera dorénavant autorisé de travailler légalement 30 heures hebdomadaires de manière automatique, alors que

depuis 2022 – année où cela est devenu possible – ce parcours est semé d'embûches. Même coup de pouce pour les étudiants étrangers, qui bénéficieront du passage direct du droit de résidence lié à des études à l'obtention d'un permis de travail, à la condition toutefois que ce travail corresponde au secteur d'études en question. En parallèle, par le biais d'une initiative législative populaire (pétition signée par au moins 500 000 personnes permettant qu'une proposition de loi citoyenne soit proposée à la discussion au Parlement) que toutes les formations parlementaires ont approuvée – hormis Vox (extrême droite) –, près d'un demi-million d'étrangers sans papiers devraient être bientôt légalisés à la faveur d'une «régularisation extraordinaire».

Les raisons de ces facilités sont avant tout d'ordre économique. Malgré un chômage des jeunes très élevé (26,6 %) et une dette publique préoccupante (105,3 % du PIB), le pays s'en tire mieux que ses partenaires européens avec une croissance qui devrait atteindre 2,8 % cette année, selon la Banque d'Espagne. Ainsi, le gouvernement Sánchez est convaincu qu'une meilleure intégration des étrangers sur le marché du travail légal est cruciale pour maintenir la dynamique. Dans la lignée d'un plan

d'ajustement budgétaire présenté le 15 octobre à Bruxelles, le ministre de l'Économie, Carlos Cuerdo, prévoit que ces mesures favoriseront la création de 1,5 million d'emplois supplémentaires d'ici 2026. Troisième volet, indépendamment des deux premières mesures: l'exécutif entend réformer la réglementation sur l'immigration afin de faciliter la répartition dans les 17 régions des migrants arrivés par la mer. Entre janvier et mi-septembre, 33 481 personnes ont débarqué, selon des chiffres du ministère de l'Intérieur. Mais cette réforme est battue en brèche par l'opposition de droite, qui refuse la répartition de ces migrants.

ALIGNÉ SUR VOX

Conscient de la fragilité du gouvernement Sánchez et désireux de ne pas perdre de voix sur sa droite au profit de Vox, le leader conservateur Alberto Núñez Feijóo (Parti populaire) multiplie les attaques contre la «politique immigrationniste» et «irresponsable» de son rival. Certes, il ne s'oppose pas à la régularisation massive en cours – «*Tout simplement parce que c'est une demande du patronat qui a besoin de main-d'œuvre*», souligne le politologue Pablo Simón. Mais sur le plan politique, le chef de file de la droite s'est aligné sur les exécutifs européens anti-immigration. Fin

